

Solidaires
JUILLET 2022

**Sans
Frontières**

Campagne pour la régularisation des grévistes Sans Papiers de RSI, DPD et Chronopost

Depuis plus de 8 mois des travailleurs de l'agence d'intérim RSI de Gennevilliers (92), de la plateforme colis DPD du Coudray-Montceaux (91) et de l'agence Chronopost d'Alfortville (94), ces deux dernières entreprises étant des filiales de La Poste, sont en grève pour leur régularisation. Pour continuer à mettre la pression sur la Poste (concernée par 2 des 3 piquets) et plus largement sur les employeurs et le gouvernement ainsi que pour soutenir financièrement la grève, **Solidaires** et **Sud PTT** lancent une campagne pour l'été. Tracts (voir page suivante) et autocollants seront distribués tout l'été et bientôt des affiches, des tee-shirts et des badges seront vendus pour soutenir nos camarades.



25 juin 2022, une fête était organisée sur le piquet de grève de Chronopost (Alfortville) avec les grévistes des 3 piquets pour soutenir cette lutte exemplaire pour leur régularisation et celle de tou-tes les Sans papiers, l'égalité des droits et la justice sociale.

Union
syndicale
Solidaires

Le bulletin de la commission immigration de Solidaires
Union syndicale Solidaires – 31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
(33) 1 58 39 30 20 – contact@solidaires.org – solidaires.org

Union
syndicale
Solidaires



Publiez vos photos sur
les réseaux avec les hashtags
#Régularisationdes3piquets
#RsiDpdChronopost **#LaPoste !**

Les travailleurs sans-papiers de RSI, DPD et Chronopost en lutte depuis des mois

Régularisation des postiers et de tou-te-s les sans-papiers !

2 novembre, 15 novembre et 2 décembre. Ce sont, respectivement, les dates de début de grève des travailleurs de l'agence d'intérim RSI de Gennevilliers (92), de la plateforme colis DPD du Coudray-Montceaux (91) et de l'agence Chronopost d'Alfortville (94), ces deux dernières entreprises étant des filiales de La Poste. Ces trois grèves ne forment en réalité qu'une lutte, les trois piquets participent ensemble à toutes les initiatives (rassemblements, manifestations...). Leur unité, leur détermination et leur courage face à l'adversité forcent le respect. Ils bravent des conditions climatiques allant du gel aux températures caniculaires, en passant par la pluie. Mais leurs adversaires principaux ne sont pas le soleil, le vent ou la pluie, mais l'État et le patronat.

L'État, rouage du système d'exploitation des travailleurs/euses sans-papiers...

En durcissant toujours plus les conditions de régularisation, en multipliant les contrôles policiers, en maintenant des centaines de milliers de personnes en situation de précarité et de fragilité, l'État les livre, en toute conscience, à l'exploitation la plus brutale. Or ces travailleuses et ces travailleurs fuient, au péril de leur vie, la misère et les guerres qui sont le fruit d'un système néo-colonial dont l'État français est un des piliers. La politique ultra-répressive en matière de séjour des étranger-e-s en France a des conséquences sur les conditions de travail et de salaires.

Concernant DPD et Chronopost, l'État se fait le complice actif de la surexploitation des travailleurs mise en place au sein du groupe La Poste, deuxième employeur de France. Il s'agit bien d'un véritable système, basé sur la sous-traitance en cascade, du donneur d'ordre aux agences d'intérim, en passant par des sous-traitants. La principale entreprise sous-traitante utilisée par La Poste est Derichebourg, une entreprise présente dans une multitude d'activités industrielles et de services et qui dégage plus de 3 millions d'euros de chiffre d'affaires. C'est cette entreprise qui emploie des travailleurs sans-papiers pour le compte de La Poste, au Coudray-Montceaux comme à Alfortville. Ou plutôt employait car, sous pression de la mobilisation, La Poste a résilié les contrats avec Derichebourg... mais uniquement dans les deux sites concernés par la grève, alors que nous savons fort bien que des cas similaires existent un peu partout ailleurs.

La préfecture de l'Essonne, depuis le début de la mobilisation a préféré discuter avec ces patrons voyous, leur déléguant même une partie de ses prérogatives (l'établissement de dossiers), plutôt que d'échanger avec les grévistes victimes de leurs combines. Dans le Val-de-Marne, la porte est close à double tour depuis des mois. Il n'est pas étonnant que cette complicité étatique bénéficie également au donneur d'ordre qu'est le groupe La Poste.





Le 10 mai, manifestation des trois piquets entre La Défense et la préfecture de Nanterre

Le vrai visage du groupe La Poste

La Poste bénéficie (encore) d'une image d'entreprise de service public proche de la population, avec l'image d'Épinal du facteur ou de la factrice rendant de multiples services, notamment en milieu rural. Certes, l'image s'est écornée ces dernières années avec les suppressions d'emplois et de bureaux de poste qui s'enchaînent, dégradant à la fois le service public et les conditions de travail des agent-e-s. Les suicides et tentatives de suicide de postier-e-s depuis dix ans témoignent, de la manière la plus brutale qui soit, de cette dégradation. Mais, plus on descend dans la chaîne de sous-traitance, plus le tableau se noircit. Philippe Wahl, le PDG de La Poste, ne s'en cache pas. Il déclarait ainsi, en février 2021 devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale : *« La cohabitation dans une structure de salariés du groupe et de sous-traitants est une façon de tenir la concurrence. Tel est le cas de Chronopost ou DPD. Si les conditions sociales des facteurs étaient transposées sur tous les salariés de Chronopost, cette société disparaîtrait. »*. On pourrait aussi discuter du « modèle social » de La Poste maison-mère, mais, sous couvert d'une lutte contre la concurrence (encouragée par les patrons successifs de La Poste), c'est l'existence de conditions sociales au rabais qui est assumée. Or, au bout de cette chaîne, il y a l'exploitation sans vergogne de travailleurs/euses sans-papiers obligé-e-s de bosser avec des horaires de dingues, incompatibles avec l'usage des transports en commun, dont les heures supplémentaires (voire même une partie

des heures tout court) ne sont pas payées et dont les missions sont interrompues dès qu'ils réclament leurs droits. Et ça, en revanche, la direction La Poste, ne l'assume pas publiquement. Elle n'a de cesse de nier tout lien entre ces travailleurs et le groupe. L'honnêteté patronale a des limites, le cynisme non.

Une lutte qui concerne tou-te-s les travailleurs/euses

Dernièrement, sur un chantier des Jeux Olympiques, un scandale sur l'exploitation des Sans-papiers a éclaté et a conduit à leur régularisation. Les grands groupes, Bouygues, Eiffage, Vinci ne sont jamais mis en cause. C'est toujours au bout d'une cascade de sous-traitance qu'on trouve les Sans-papiers... et, si ce n'est pas en travail au noir, c'est en intérim. Les grévistes de RSI à Gennevilliers sont ainsi tous intérimaires avec des contrats à la semaine et travaillaient sur des chantiers dans des conditions indignes.

L'enjeu de la lutte des travailleurs des trois piquets est très important !

→ Il est important pour leur dignité, l'égalité des droits et pour que justice leur soit rendue.

→ Il est important pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs sans-papiers dans le pays, dans un contexte où le poids grandissant de l'extrême-droite et son influence sur une large partie du spectre politique fragilisent encore plus leur situation.

→ Il est important pour l'ensemble du monde du travail, car quand les droits des plus précarisé-e-s progressent, ce sont les conditions de toutes et tous qui s'améliorent. Dans le cas inverse, tout le monde paie l'addition. Pour s'en convaincre, il suffit, en prenant l'exemple de La Poste, de noter par exemple que l'intérim explose littéralement (+ 132 % en deux ans!).

À La Poste et ailleurs, la solidarité doit s'exprimer le plus massivement possible, par tous les moyens nécessaires (militants, financiers, politiques...).

Défi de l'été : diffusons ce tract, collons des autocollants, soutenons cette lutte pour la régularisation des Postiers et de tou-te-s les sans-papiers devant tous les bureaux de Poste !



Pour les Chronopost : <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>, ou envoi de chèques à Solidaires 94 ou Sud Poste 94

(Maison des syndicats 11/13 rue des Archives 94010 Créteil Cedex)

Cagnotte en ligne pour les DPD : <https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>

Pour les RSI : <https://lydia-app.com/collect/48135-caisse-de-grave/fr>

**DÉCONSTRUIRE
LES IDÉES REÇUES
SUR RETRAITE**



/PROTECTION SOCIALE :

HALTE AU RACKET SUR

LES COTISATIONS SOCIALES DES

TRAVAILLEUR·SES SANS-PAPIERS!

La grande majorité des 400 000 sans-papiers de France sont des travailleurs et travailleuses déclaré-es en CDI, CDD ou intérim. Dans cette situation, ils et elles paient impôts, taxes et cotisations sociales sans pouvoir bénéficier des droits et des prestations qui y sont attachées (retraite, allocation chômage, logement social, sécurité sociale...). Et ces travailleurs et travailleuses, même régularisé-es, ne bénéficient pas des droits attachés aux cotisations versées antérieurement. L'État français encaisse ainsi plus d'1,2 milliards d'euros par an sans jamais rien décaisser.

Quand iels sont expulsé-es après avoir cotisé pendant des années en France, iels se retrouvent privé-es de toute ressource dans leur pays d'origine. De plus, ce racket de l'État français sur les cotisations sociales pèse sur l'économie de ces pays en réduisant d'autant les envois des immigré-es à leurs familles. Rappelons que l'argent envoyé dans leur pays d'origine par les immigré-es avec ou sans papiers représente trois fois l'aide financière des gouvernements des pays riches.

Solidaires revendique :

- L'accès des étranger-es à tous les droits sociaux fondamentaux (santé, logement, éducation, protection sociale...) et suppression de la contribution forfaitaire de 30 euros de l'AME (Aide Médicale de l'État) et de toutes les scandaleuses mesures remettant en cause l'octroi de titres de séjour pour raison médicales et à terme la CMU pour toutes et tous sans conditions.
- Retraite : récupération des cotisations versées avant la régularisation, l'accès à une retraite digne, l'accès au chômage à toute et tous, une allocation pour couvrir les besoins de base, de santé et de dignité pour toutes et tous.

Pour Solidaires, vivre dans une société sans racisme ni discrimination, c'est garantir à tous et toutes l'égalité dans l'emploi, dans la protection sociale, quelle que soit sa situation et son origine.

Campagne Racket

La campagne Stop au racket sur les cotisations fiscales et sociales des travailleurs Sans-papiers a initié un rassemblement le 8 juin, dernier jour pour pouvoir déposer sa déclaration de revenus.

Nous nous sommes retrouvés à une cinquantaine, membres de collectifs de Sans-papiers, d'associations de soutien et de Solidaires Finances publiques, devant le Ministère de l'économie et des Finances. Des prises de paroles ont rythmé l'après-midi.

Une demande d'audience de la campagne avait été faite auprès de Bercy quelques jours auparavant. Nous n'avons pas eu de retour ni par mail, ni lors du rassemblement en présentiel.

L'idée était de pouvoir ré-amorcer un nouveau cycle de discussion sur les problématiques

fiscales des personnes Sans-papiers et d'obtenir des mesures plus urgentes concernant les difficultés de prises en charge des déclarations d'impôts: demande de justificatifs abusives, refus d'enregistrer les déclarations, ou rejet d'attestation d'hébergement injustifiés.

Ce rassemblement a permis de redémarrer ce type d'action laissé de côté ces dernières années, et de redonner un peu de souffle à la campagne.

Depuis, le secrétariat général de la DGFIP s'est engagé à nous recevoir sur ces questions. Une nouvelle demande d'audience sera envoyée par Solidaires Finances Publiques dès septembre. Par ailleurs, une réunion de rentrée sera organisée avec toutes les assos et collectifs parti prenant de la campagne, début septembre.



Permanences fiscales à destination des « sans-papiers »

Dans le cadre des actions décidées par la commission immigration de Solidaires 35, des permanences fiscales ont été organisées à destination des personnes « sans-papiers » au mois de mai 2022 par nos militant-es syndicaux dans les locaux du MRAP (mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) quartier du Blosne à Rennes.

Ces permanences avaient pour but d'aider les personnes « sans-papiers » à souscrire leur déclaration de revenus afin de se conformer aux procédures en vigueur et satisfaire aux exigences imposées par la préfecture pour obtenir un titre de séjour, une demande d'asile, un regroupement familial ou un permis de travailler.

2 permanences étaient initialement prévues mais compte

tenu de l'affluence et des attentes suscitées, ce sont au final 6 permanences qui ont été réalisées du 4 au 19 mai.

À cette occasion une cinquantaine de personnes et de familles ont été accueillies par notre équipe et une trentaine de déclarations ont été souscrites. Ces permanences, qui avait fait l'objet d'une information auprès de la direction, seront reconduites à la mi-octobre pour la campagne des avis.

Pour cette initiative, la commission immigration a pu bénéficier du soutien des services de la Drfp 35 avec notamment la fourniture des brochures pratiques d'impôt sur le revenu, des imprimés nécessaires et surtout pour la prise en charge des déclarations remises au service accueil du centre des finances publiques de Rennes-Magenta.

Union syndicale Solidaires 35

DECLARER SES REVENUS QUAND ON EST SANS PAPIER

Je peux déclarer des revenus aux impôts alors que je suis sans-papier.

A quoi ça sert?

Cette formalité permet d'obtenir un avis d'imposition ou de non-imposition. L'avis permet de prétendre à certains droits sociaux.

Où m'informer?

Informez-vous les mercredi 4 mai et 11 mai de 15h à 17h au local du MRAP 35, 1 Square des Ourmes, à Rennes



CAMPAGNE ANTIRACISME ET SOLIDARITÉ

Contre le racisme et contre l'extrême droite pour l'égalité des droits de toutes et tous pour la justice sociale et climatique

Mobilisations du 11 juin



Encore Macron à l'Élysée, rien de bon à espérer, tout à redouter : on n'attend pas !

13 millions de voix pour l'extrême-droite, le fascisme en embuscade, on n'a plus l'temps !

Cotes d'alertes dépassées pour la planète et le vivant, on n'a plus l'temps !

Réfugié·e·s sacrifié·e·s, Sans-papiers pourchassé·e·s et surexploité·e·s, on n'a plus l'temps !

Les prix explosent, des milliards pour les grands patrons, mourir au travail ou crever au chômage, on n'a plus l'temps !

Crimes racistes, féminicides, crimes policiers, on n'a plus l'temps !

Alors, on n'attend pas !

L'égalité des droits pour tou·te·s, c'est maintenant !

Liberté de circuler, de manifester, régularisation des Sans-papiers, c'est maintenant !

Justice sociale et climatique, c'est maintenant !

Plus de fascistes dans nos quartiers, c'est maintenant !

Le pouvoir de vivre, c'est maintenant !

Pour être ensemble, pour être visibles, pour s'organiser, on n'attend pas !

Samedi 11 juin, manifestons ensemble !

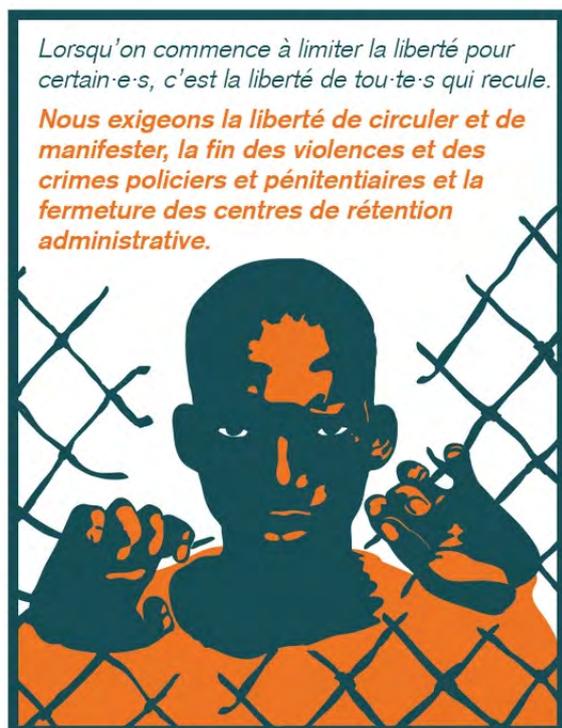
Nos quartiers, nos lieux de travail, nos facs et nos lycées, notre pays et notre monde s'appellent Solidarité.

Manifestation le 9 juillet : Melilla – « Monsieur Macron a du sang sur les mains ! »

A l'appel des Collectifs de Sans-papiers de la Région parisienne et de la Marche des Solidarités

En hommage, en tristesse, en colère et en lutte, manifestation ce vendredi pour aller devant l'ambassade du Maroc, contre la politique de l'Etat français et de l'Union européenne, pour la liberté de circulation. Comme cela a été dit lors de la première intervention devant l'Assemblée, mardi 28 juin, « Monsieur Macron a du sang sur les mains » (voir la vidéo).

<https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/blog/060722/melilla-monsieur-macron-du-sang-sur-les-mains>



 NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ
ANTIRACISME-SOLIDARITE.ORG 

A l'appel des Collectifs de Sans-papiers de la Région parisienne et de la Marche des Solidarités.

En hommage à nos frères et sœurs mort·e·s à Melilla, dignité et respect,

Colère et rage,
Contre les frontières qui tuent, ces entraves à la liberté de circulation,
Contre ceux qui les érigent, l'État français, l'Union européenne,
Contre ceux qui utilisent tous les moyens de pression pour que les pays du sud fassent le sale travail à leur place, l'État français, allemand, britannique,
Contre Frontex, police européenne pourchassant les migrant·e·s financée par les mêmes,
En solidarité avec les peuples du Maroc et d'ailleurs qui luttent contre leurs gouvernements complices,
Parce que les chefs d'États africains doivent refuser d'être le bras armé de l'UE contre leurs propres peuples,
En lutte, contre les frontières, contre le racisme et pour la liberté de circulation et d'installation,

Notre pays s'appelle Solidarité internationale!

<https://youtu.be/lh7enSi1t-k>

En hommage à nos frères et sœurs mort·e·s à Melilla

<https://youtu.be/Jm8-FT86sBw>